

NUCLEAIRE ET EFFET DE SERRE

Le retour du grand jaune



En 1979, un mouvement anti-nucléaire plein d'espoir. 25 ans après, la lutte continue. (Photo: Archives)

Si l'opinion publique reste méfiante envers le nucléaire, elle est alarmée par le changement climatique. L'industrie nucléaire tente d'en profiter pour faire redémarrer ses affaires.

"Sortir du nucléaire", c'est le nom d'un réseau d'ONG françaises qui combattent la politique énergétique actuelle. Pour le moment, c'est plutôt la "rentrée du nucléaire" qui se prépare. Une commission parlementaire vient de remettre son rapport sur les centrales de l'avenir et le "débat public" organisé les mois passés par le gouvernement a été clôturé samedi dernier. Les conclusions sont semblables: pour assurer la production d'électricité à partir de 2015, quand les centrales actuelles devront être arrêtées, la France aura besoin du nucléaire. Et pour disposer à ce moment-là d'un type de centrale opérationnel, il faut au plus vite lancer la construction d'un réacteur prototype. C'est justement ce qu'EDF prévoyait de faire, avec le projet "European pressurized water reactor" (EPR). En automne, une loi d'orientation sur l'énergie donnera le feu vert et débloquera les fonds nécessaires, si tout va bien.

Sortie ou rentrée?

Si tout va mal, diraient les anti-nucléaires de France et d'ailleurs. Après le succès mitigé des sorties suédoise, allemande et belge, voici l'heure des revers:

la Suisse annule son moratoire, la défaite électorale des Verts belges remet en question la sortie, et les institutions européennes continuent à protéger l'industrie nucléaire. Assistons-nous au retour en force du nucléaire? "Non", répond Claude Turmes, député européen Vert traitant le dossier de l'énergie. "L'industrie nucléaire cherche à sauver les meubles. Il lui est aujourd'hui presque impossible de trouver des capitaux privés pour financer des projets de centrales. Lorsque le marché de l'énergie européen fonctionnera correctement, il n'y aura plus de nouvelles constructions."

L'argument préféré des adeptes du nucléaire n'est d'ailleurs plus économique, mais écologique. Le nucléaire seul permettrait d'enrayer le changement climatique. Dans une interview à Libération, Michel Spiro, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), raisonne: "A l'échelle des prochaines décennies, la fourniture d'électricité pour la France ne pourra pas se faire à plus de 20 pour cent (moins de un pour cent aujourd'hui) par les deux énergies nouvelles majeures - éolienne et solaire - en raison de leur intermittence et de leur basse tension. Ajoutez-y 15 pour cent d'hydraulique, il reste 65 pour cent à trouver. Le choix est réduit: charbon et gaz, donc risques climatiques avec un effet de serre renforcé, ou nucléaire."

Jaune et vert

Simpliste, répliquent les critiques. La priorité devrait plutôt être donnée aux économies d'énergie - le kilowattheure le moins polluant est celui qu'on n'a pas besoin de produire. Enfin des alternatives moins chères que le nucléaire pour réduire les émissions de CO₂ lors de la production d'électricité existent. Les investissements nécessaires à la reconstitution du parc de centrales sont infiniment plus élevés à tout ce qui a été dépensé à ce jour pour améliorer les technologies renouvelables.

Quel paradoxe! Les écologistes se sont battu-e-s tant

d'années contre les multinationales de l'énergie fossile pour que l'opinion publique prenne conscience de la menace du changement climatique. Aujourd'hui, ils et elles doivent se défendre contre ces mêmes dinosaures brandissant l'argument du changement climatique pour imposer la filière nucléaire. Claude Turmes en a fait l'expérience au niveau des institutions européennes: "Le lobby nucléaire bénéficie d'une grande influence à Bruxelles. Il a tout fait pour continuer à disposer librement des fonds considérables accumulés en vue du démantèlement des centrales. Maintenant, il essaye de faire inscrire des conditions particulièrement favorables dans le texte de la convention européenne."

Nicole Fontaine, ministre française à l'Industrie, utilise "l'apport du nucléaire à la réduction des effets de serre" pour relativiser les risques d'accident et de prolifération nucléaire. Elle estime également que le rapport parlementaire montre que des solutions existent pour la gestion des déchets nucléaires. Il est vrai que le niveau de sécurité des centrales a certainement augmenté au fil des ans. Mais la mise en oeuvre de réactions en chaîne dans des conditions physiques extrêmes est toujours loin d'être maîtrisée, comme l'a rappelé l'incident de Cattenom 3 fin de l'année 2000, incomplètement expliqué à ce jour.

Déchets, toujours

Concernant les déchets par contre, une lecture attentive du rapport en question se révèle peu rassurante. Les expert-e-s constatent que "les projections actuelles établissent que les quantités de combustibles usés dans le monde devraient atteindre le million de tonnes en 2040 et qu'alors, pour stocker en l'état ces combustibles, il faudrait tous les deux ans mettre en service un centre de stockage de la capacité du centre américain de Yucca Mountain." Il s'agit d'un des seuls centres opérationnels dans le monde, et les difficultés scientifiques et politiques pour en établir d'autres sont énormes. Afin de réduire les volumes et la radiotoxicité, les expert-e-s français-e-s misent sur la "transmutation", une technologie qui n'existe qu'à l'état d'hypothèse scientifique: "Les technologies de traitement des déchets devront permettre de passer de durée de vie de 300.000 ans pour certains radioéléments à des niveaux inférieurs, dans tous les cas, à 1000 ans."

Ainsi, même si les arguments en faveur du nucléaire sont trompeurs, ses adversaires auraient tort de s'endormir sur leurs lauriers. L'opinion publique ne sera pas insensible à l'argument du réchauffement climatique. Les gouvernements ayant choisi la sortie du nucléaire devraient hâter l'entrée dans les technologies nouvelles. Car aujourd'hui la démonstration que, grâce aux économies d'énergie et aux ressources renouvelables, on peut se passer du nucléaire reste à faire.

Raymond Klein

Luxemburgische Schwule haben's schwer

Schwule Jugendliche haben es hierzulande mit dem Coming-out nicht leicht. Verständnislose Eltern und die Angst davor, FreundInnen zu verlieren, hindern viele Schwule daran, ihr Anderssein offen zu leben. Diese nicht ganz neuen Erkenntnisse stellte eine qualitative (nicht repräsentative) Studie von Claude Kohnen fest, die am vergangenen Dienstag der Presse vorgestellt wurde. Erschwerend für die Lebenssituation junger Schwuler unter 30 kommt hinzu, dass an luxemburgischen Schulen Homosexualität in den Lehrplänen inexistent zu sein scheint. Allenfalls als "biologischer Aspekt und im Kontext von Sexualität" werde Homosexualität behandelt, kritisierte Kohnen auf der Pressekonferenz im "Cigale" (Centre d'information gay et lesbien) die hiesige Unterrichtspraxis.

Dass es auch anders gehen kann, zeigt hingegen das in der Broschüre ebenfalls genannte Berliner Beispiel. Dort sei Homosexualität "viel präsenter", Ergebnis (unter anderem) einer Schulpolitik, die gleichgeschlechtliche Lebensweisen früh thematisiert. Auch wenn VertreterInnen des "Cigale" sich um ähnliche Aufklärung an luxemburgischen Schulen bemühen, das Beispiel eines Escher Lyzeums, an dem sich Lehrpersonen in einer Schülerzeitung ablehnend gegenüber Homosexualität geäußert hatten, zeigt, dass viele LuxemburgerInnen von Toleranz und Respekt noch weit entfernt sind.

Rotes U-Boot zur Wohnungspolitik

Als Bürgerinitiative getarnt, meldete sich Anfang vergangener Woche die LSAP zum Wohnungsdossier. Wer die Wohnungsdebatte in der Chamber aufmerksam verfolgt hat, wird gewisse (nicht überraschende) Übereinstimmungen zwischen der Pressekonferenz der "Biergerinitiativ fir bezuelbare Wunnraum" und dem Auftritt der LSAP-Opposition bei eben jener Chamber-Debatte festgestellt haben. Kein Wunder, handelt es sich bei den Mitgliedern der BI doch zumeist um LSAP-Funktionäre.

Die CSV-DP-Regierung, obwohl inzwischen auf dem Dossier etwas aktiver geworden, habe immer noch nicht genug getan, erklärte Mars Di Bartolomeo, um dann detailliert das zu wiederholen, was sein Partei- und BI-Kollege Etienne Schneider Minuten zuvor gefordert hatte: Wo bleibt der Mietzuschuss, wo die öffentlichen Baulandreserven, wo die staatliche Bürgschaft bei Mietkautionen für gering verdienende Wohnungsuchende, wo die adäquaten staatlichen Subventionen für kommunale Infrastrukturen, die in Folge von verstärkter Siedlungstätigkeit entstehen (Schulen, Kindergärten etc.) ... Ob die Regierung Bürgerinitiativen besser zuhört als der Opposition?

Croisade pour les OGM

"Notre monde produit plus qu'assez de nourriture pour nourrir ses six milliards d'habitants." Cette phrase de Georges W. Bush, lancée à quelques jours du G8, lors d'un discours au Connecticut, de nombreux-ses militant-e-s progressistes pourraient la signer. Mais pas la suite: Le président américain invoque les potentialités de l'ouverture des marchés et de l'usage des nouvelles "bio-crops" - un euphémisme inventé par l'industrie pour désigner les organismes génétiquement modifiés (OGM). En bloquant le développement des biotechnologies, les Européens, avec leurs craintes infondées et non scientifiques, gêneraient "la grande cause de s'en finir avec la faim en Afrique".

Greenpeace, avec d'autres organisations, dénonce cette tentative d'instrumentaliser la faim et la misère pour imposer les OGM développés surtout par les multinationales américaines. "Les causes de la malnutrition sont multiples, mais la productivité de l'agriculture n'y intervient que rarement", explique l'ONG. Elle rappelle que "les pays en voie de développement produisent également de bonnes récoltes et ce souvent dans le voisinage immédiat de peuplades souffrant de faim." Et conclut qu'il faut combattre les causes de la faim dans ces pays plutôt que de leur vendre des OGM.

